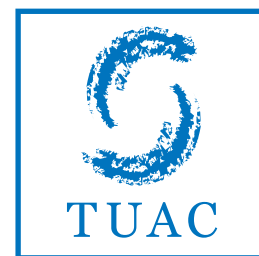


SEMAINE DE L'OCDE 2019

PRINCIPAUX MESSAGES DES SYNDICATS



Agir ensemble pour une Transition Juste dans le cadre de la transformation numérique : une opportunité pour le changement inclusif

La transformation numérique (accompagnée de la transition vers l'économie à bas carbone) devrait bouleverser le marché du travail et la vie économique à l'image des révolutions précédentes. Les dernières décennies ont pourtant été difficiles pour la plupart des pays de l'OCDE : la part salariale des revenus a baissé, les inégalités se sont creusées et la coopération internationale est de plus en plus affaiblie. Dans ce contexte, l'introduction des nouvelles technologies doit se faire avec prudence en vue d'inverser ces tendances au lieu de les exacerber.

C'est pourquoi le TUAC souligne l'urgence d'adopter un nouveau modèle de croissance. Sans un renforcement de la négociation collective, sans une augmentation des dépenses publiques pour stimuler la croissance et sans un accroissement du multilatéralisme, le malaise actuel ne pourra que persister. C'est aussi pourquoi les gouvernements et les partenaires sociaux doivent adopter des programmes pour une « Transition juste », à l'image de la transformation écologique, et faciliter une approche de la transformation numérique centrée sur l'humain. Par ailleurs, la réglementation des entreprises (qui implique notamment d'achever et de mettre en œuvre les règles de gouvernance des entreprises) doit être remodelée, et les nouvelles règles régissant l'économie numérique appliquées.

Les syndicats sont prêts à « négocier l'algorithme » en vue de garantir des emplois de qualité et de combler tout fossé numérique.

Le changement est rapide, il est porteur d'espoir. Mais les syndicats rappellent à l'OCDE et à ses membres que seules des décisions prises collectivement pourront déterminer si ce changement sera effectivement positif.

Les syndicats sont prêts à « négocier l'algorithme » pour des emplois de qualité et combler tout fossé numérique.

**Vers le numérique ?
L'inclusion d'abord !**

Les trois clés pour que chacun trouve sa place dans la transformation numérique

La numérisation offre des possibilités de bien-être et de diminution des inégalités. Mais ses effets négatifs pourraient être aussi substantiels. Pour tenir compte à la fois des possibilités et des risques de la numérisation, l'OCDE a adopté une approche de la transformation numérique ouvertes aux parties prenantes et à l'ensemble des instances gouvernementales, susceptible d'encadrer les stratégies de transformation nationales. Pour mener cette stratégie à bien, le TUAC recommande trois axes :

La transition juste.

Anticiper sur le long terme

La Transition juste est un mécanisme reconnu au niveau international concernant les accords sur le changement climatique. Elle doit aussi s'appliquer au changement numérique, esquisser des plans concrets d'investissement et entamer un dialogue social en vue de préserver les emplois ou de replacer les travailleurs vers des emplois de qualité. Elle doit impliquer les parlements, les pouvoirs publics locaux et la société civile afin que le processus soit véritablement inclusif et parvienne à combler tous les écarts, celui entre le nord et le sud à l'échelon mondial mais aussi entre femmes et hommes et entre zones urbaines et rurales.

L'avenir du travail.

Redonner le pouvoir aux salariés

Des syndicats redynamisés seront non seulement à même d'aider à lutter contre l'écart salarial croissant, mais ils pourront aussi contribuer à l'extension des systèmes de protection sociale, fixer des normes relatives à l'introduction de nouvelles technologies, encadrer les formations et veiller à ce que toutes les formes de travail jouissent des mêmes droits.

L'avenir de l'entreprise.

Mieux réglementer le droit des entreprises

La mondialisation et la consolidation d'entreprises entraînent une concentration accrue du pouvoir entre les mains d'une poignée d'entreprises. Gouvernements et partenaires sociaux doivent œuvrer de concert à l'adoption d'une réglementation rigoureuse sur la protection de la confidentialité des données, la transparence et le devoir de vigilance des entreprises, le droit de la concurrence pour l'innovation, le travail et les consommateurs, et à la conception d'un régime fiscal équitable.

À PROPOS DU TUAC

La Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) regroupe 59 centrales syndicales représentant 58 millions de travailleurs au sein de l'Organisation et en consultation avec ses membres, notamment lors de la réunion annuelle au niveau des Ministres, au sein des Comités et Groupes de travail, ainsi qu'e dans le cadre des processus du G20 et du G7. Plus de 500 représentants syndicaux participent chaque année aux réunions du TUAC et de l'OCDE.

Activités principales

- Informer sur les politiques de l'OCDE
- Faciliter le dialogue sur les politiques
- Relayer les positions syndicales
- Organiser des réunions

Pour répondre aux défis futurs, des politiques globales doivent être développées en consultant l'ensemble des parties prenantes. Le dialogue social et la négociation collective sont plus importants que jamais. Le TUAC agit en faveur de politiques qui créent de la croissance durable et inclusive ainsi que des emplois de qualité dans le monde entier. Il couvre de près les politiques relatives à l'investissement, aux marchés financiers, à la gouvernance des entreprises, à la conduite responsable des entreprises, à la numérisation, aux compétences, au développement et au changement climatique.

Vous trouverez l'intégralité de la Déclaration du TUAC à la réunion au niveau des Ministres sur



TUAC.ORG
@TUACOECD
WORKERSVOICE@OECD
TUACOECDMNEGUIDELINES.ORG



AFILIADOS Australie ACTU Autriche ÖGB Belgique CGSLB CSC FGTB Canada CLCCSNCSQ Chili CUT Chile Republique Tchèque CMKOS Danemark AC FH Danmark Finlande AKAVA SAK STTK France CFTD CFTC CFE-CGC Cgt-FO UNSA CGT Allemagne DGB Grèce GSEE Islande ASI BSRB Irlande ICTU Israël HISTADRUT Italie CGIL CISL UIL Japon RENGO Corée FKTU KCTU Luxembourg CGT-LGL CGB Mexique CTM Pays-Bas CNV FNV Nouvelle-Zélande NZCTU Norvège LO i Norge YS UNIO Pologne NSZZ "Solidarnosc" Portugal UGT-P République Slovaque KOZ SR Espagne ELA-STV UGT CC.OO USO Suède LO i Sverige SACO TCO Suisse Travail Suisse USS Turquie TURK-IS Royaume-Uni TUC Etats-Unis AFL-CIO

MIEMBROS ASOCIADOS Brésil CUT Indonésie KSBSI Russie FNPR Afrique du Sud FEDUSA